



LETTRE D'INFORMATION DES DIRECTEURS – N°51 du 29 Janvier 2007

1 - - NOUVELLES DE LA FEDERATION DES DIRECTEURS

Le **Comité Directeur se réunira le 30 Janvier** sous la Présidence de Jacques MAYOUX.

Figurent à l'ordre du jour :

- la préparation du rapport pour le Congrès de Mâcon les 29 et 30 Mars
- le point sur le statut des Offices Publics de l'Habitat, avec la publication imminente de l'Ordonnance
- les nouveaux membres du Comité Directeur

2 - NOUVELLES DES ASSOCIATIONS REGIONALES

L'Association de la **Région OUEST** se réunira le 16 Février à Rennes.

Deux thèmes sont prévus :

- les aspects statutaires avec l'Ordonnance sur le statut unique des Offices.
- le nouveau jeu des acteurs pour les Offices de l'Habitat avec un représentant de la D.G.U.H.C.

L'Association de la **Région EST** se réunira les 15 et 16 Février à Troyes.

Le point principal de l'ordre du jour concernera le conventionnement global avec un intervenant extérieur.

3 - LES TEXTES PARUS

Décret n°2007-55 du 11 Janvier 2007 modifiant le décret du 4/3/2005 relatif à la **Haute Autorité de lutte contre les discriminations** et pour l'égalité.

Précisions sur l'exercice des fonctions tant des membres du collège que pour les agents habilités à constater les délits.

Décret n°2007-96 du 26 Janvier 2007 portant **majoration à compter du 1^{er} Février 2007 de la rémunération** des personnels des Collectivités Territoriales.

Majoration des salaires des agents de la fonction publique de 0,8 % (0,50 % + 0,30 % supplémentaires).

Décret n°2007-60 du 12 Janvier 2007 relatif à la **revalorisation des pensions** civiles et militaires de retraite et assimilées.

Majoration de 1,80 % au 1^{er} Janvier.

Circulaire UHC/FB3 N°2006-90 du 12 Décembre 2006 fixant le **nouveau plafond de ressources** pour les bénéficiaires de la législation sur les HLM et des aides de l'ETAT en secteur locatif pour 2007.

Prise en compte de l'évolution du SMIC sur la période considérée soit + 2,99 %.

Décret n°2007-104 du 26 Janvier 2007 relatif aux conditions **d'octroi des prêts conventionnés pour des opérations de location-accession** et modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation.

Prise en compte dans la procédure du transfert possible de la délégation de compétences pour la gestion des aides publiques.

4 - LES PROJETS QUI BOUGENT

Projet de loi sur la **MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE**.

Le texte sur la fonction publique a été définitivement adopté le 23 Janvier. Celui sur la fonction publique territoriale devrait l'être afin la fin de la présente législature.

Toutefois nombre de mesures auront un effet immédiat sur les Territoriaux.

Principales mesures : droit individuel à la formation, reconnaissance de l'expérience



professionnelle, validation des acquis de l'expérience, bilan de compétences, expérimentation de l'entretien d'évaluation, réforme de la catégorie C, protection sociale complémentaire et action sociale.

Nouveau **CODE DES MARCHES PUBLICS**.
Charte du dialogue compétitif signée le 28 Janvier 2007 par l'Institut de la Gestion Déléguée, qui incite à respecter 10 commandements pour faciliter cette procédure (procédure traçable et transparente, pilotage et capacité à décider, précisions sur les règles du jeu, spécifications fonctionnelles, performances à atteindre, répartition équitable et optimisée des risques, interruption des discussions inutiles, indemnisation des candidats non retenus et invitation à remettre des offres finales qui ne constituent pas une nouvelle consultation.

5 - C'EST DANS L'AIR

Projet de décret en cours d'examen par le Conseil d'Etat qui prévoit des **exigences de performance (réglementation thermique) pour les réhabilitations** importantes de bâtiments de plus de 1000 M2, avec un coût de réhabilitation dépassant 25 % du prix du bâtiment hors foncier.

Projet de loi instituant le **DROIT OPPOSABLE AU LOGEMENT** et portant diverses mesures en faveur de la **cohésion sociale**, examiné en Conseil des Ministres le 17 Janvier.

A la suite des actions des enfants de Don Quichotte, amplifiées par le décès de l'Abbé PIERRE, ce texte prévoit dans la poursuite de la loi BESSON de 1990, à un demandeur de logement qui a accompli diverses démarches, d'engager un recours auprès du Tribunal Administratif en cas de non attribution. L'ETAT pourra être condamné et subir une astreinte. Cette disposition s'appliquera dès le 1^{er} Décembre 2008 pour les personnes en très grandes difficultés et au 1^{er} Janvier 2012 pour les autres mal logés.

A noter la confusion entre les questions relatives à l'hébergement d'urgence et celle de l'accès à un logement locatif à faible niveau de loyer, ou encore la banalisation d'une question qui présente des différences territoriales majeures. L'accompagnement social, le fonctionnement des commissions de médiation, la différence de traitement des demandeurs, devront faire l'objet d'éclaircissements.

6 - LU POUR VOUS

Conjoncture immobilière : les notaires observent un « **ralentissement de la hausse** » (Batiactu du 14/1).

Les Français préfèrent **acheter que se marier** – extrait de l'étude « l'irrationnel dans l'acte d'achat immobilier » du Dr Malarewic.

7 - BREVES

Le baril de pétrole a baissé de 3 % passant en dessous des 50 \$, au plus bas depuis Mai 2005.

Forte hausse de **l'indice de référence des loyers** au 3^{ème} trimestre 2006, soit **3,19 %** en glissement annuel.

Envol de **l'indice du coût de la construction** qui atteint **+8,06 %** en valeur annuelle (3^{ème} trimestre 2006). Notons qu'il reste la référence pour la révision des baux commerciaux.

L'arrêt de la cour d'appel de Pau 3674/06 du 5 Septembre 2006 confirme la jurisprudence de la Cour de Cassation instaurant une **prescription de 3 ans pour les actions en répétition d'indu** (notamment charges annexes au loyer).

L'U.S.H. va publier un guide à l'usage des maîtres d'ouvrage pour les aider à inscrire leurs projets dans les critères retenus pour l'attribution des **fonds structurels européens d'ici 2013**.

Maquette numérique des 233 projets passés devant le Comité d'Engagement de l'A.N.R.U.
www.anru3D.fr.